

COULISSES

ASSIDUITÉ. Eurocopter est confronté à la persistance de l'absentéisme sur le site de Marignane (13). Les absences pour accident du travail et de trajet bondissent de 48 % chez les techniciens et 40 % chez les ouvriers. En outre, les grèves ont fait perdre 2 014 jours l'an dernier, en cumul.

PLAFOND DE VERRE. Dans le secteur des assurances, les femmes sont largement majoritaires dans la fonction RH (68 %). Elles tiennent aussi le premier rôle dans la conception des produits, la gestion des contrats et l'administratif (près de 60 %). Elles font jeu égal avec leurs homologues masculins pour la gestion, mais décrochent totalement au niveau DG, comme dans le commercial et le contrôle technique.

MANAGEMENT. Crise de vocations à La Poste pour les jobs d'encadrement opérationnel (directeur d'établissement, par exemple). L'absentéisme augmente dans cette catégorie, tout comme les envies de mobilité fonctionnelle. Quant aux recrues externes, leur taux de fidélité sur ce genre de positions laisserait à désirer.

RÉSULTAT. Le *hard-discount* ayant perdu de sa superbe, les 25 900 salariés de Lidl voient leur intéressement baisser de 23 % par rapport à l'année dernière. En moyenne, la prime s'élève quand même à 427 € pour une caissière et à 1 400 € pour un cadre.

QUERELLE. Deux référés introduits par les représentants du personnel pourrissent le climat social chez GCE Technologies, entité de 2 000 salariés qui regroupe les activités de maîtrise d'œuvre informatique des Caisses d'épargne. L'un concerne l'organisation du travail, l'autre porte sur un plan de départs volontaires.

TEAM. Alors que les syndicats de Capgemini réclament la mise en place du télétravail, plusieurs collaborateurs font remonter à la DRH le risque d'isolement accru. Déjà, certains, en mission de longue durée chez des clients, restent plusieurs semaines sans passer par les locaux de l'entreprise. Ils craignent que le travail à distance accroisse le phénomène.

INSTITUTIONS

Les cadres ne font pas confiance aux syndicats

Les syndicats qui rêvent de séduire les cols blancs ont du chemin à faire. Avec le concours de l'Apec, FO-Cadres a sondé leur opinion. Le résultat est sans appel : qu'ils occupent un emploi ou pas, que leur entreprise traverse des difficultés ou surfe sur le succès, « les cadres n'ont globalement pas une très bonne opinion des organisations syndicales ». Il s'agirait plus d'une méconnaissance et d'un a priori de méfiance que d'un véritable désamour. En réalité, cette catégorie socioprofessionnelle estime occuper une place particulière dans l'entreprise, qui ne favorise pas sa proximité avec les syndicats, pas plus qu'avec les directions générales ni les autres familles professionnelles. L'enquête note toutefois des effets générationnels : les quinquas ont une meilleure opinion des syndicats que les trentenaires. Paradoxalement, les jeunes feraient plus confiance à leur délégué syndical pour les défendre en cas de difficulté, que leurs aînés. 47 % d'un côté, 33 % de l'autre. Quant à prendre sa carte d'adhérent, les cols blancs n'y songent même pas. Ils ne sont que 5 % à avoir fait le pas. Un ratio encore plus faible que la moyenne nationale, guère reluisante, de 8 %. Parmi eux, seuls 3 % ont rejoint un syndicat spécifique de l'encadrement. Les raisons de ce manque d'engagement ? « Dans les entreprises, il est mal vu d'être syndiqué », disent-ils à 64 %. « Les syndicats ne sont pas adaptés aux entreprises d'aujourd'hui », considèrent-ils à 52 %. Il semble aussi difficile de mêler management et militantisme syndical. C'est le cas pour un col blanc sur cinq. Reste à voir si les campagnes de séduction des différentes centrales pourront infléchir la méfiance exprimée. Pas sûr. Plus de trois cadres sur quatre affirment catégoriquement qu'il n'est pas question de se syndiquer à l'avenir, contre 6 % qui envisagent mollement de le faire dans un délai d'un à trois ans. Normal, quand on sait que, majoritairement, ils comptent d'abord sur leur avocat pour se défendre, en cas de problème.

Fonction publique : malaise au quai d'Orsay

Si les grands commis de l'État s'inquiètent de voir le prestige de la diplomatie française se réduire, les petites mains du quai d'Orsay, elles, s'alarment de la dégradation de leurs conditions de travail et de la gestion RH. Elles l'ont fait savoir à leur ministre de tutelle, Alain Juppé. Ce dernier rencontrait pour la première fois les syndicats de son administration, le 19 mai dernier. Les fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères et européennes lui réclament une politique RH moderne. Pour l'heure, les décisions individuelles, comme les promotions, les affectations et les titularisations, « manquent de transparence et obéissent à des jeux d'influence », a carrément exprimé un représentant au cours de la rencontre. Derrière la belle vitrine diplomatique se cacheraient des CDD récurrents et des postes contractuels, statutairement fragiles. En outre, les turbulences internationales accroissant la nervosité des hauts fonctionnaires, certains d'entre eux manageraient « à l'autoritarisme ». Les syndicats réclament aussi « le respect des normes légales en matière de temps de travail ». Alain Juppé, qui connaît bien la maison pour y être passé de 1993 à 1996, promet d'y mettre bon ordre. Pour preuve de sa détermination, il s'est engagé à programmer tous les ans deux à trois rencontres de ce genre avec les représentants des fonctionnaires. Une première.